



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25 rue des Ailes
ZA les Papillons
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 21/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SERIOPLAST FRANCE SAS

ZI
BP 19
37130 Langeais

Références : 2025 / 462
Code AIOT : 0010000719

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement SERIOPLAST FRANCE SAS implanté ZI Sud 37130 Langeais. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement a été réalisée dans le but de suivre les actions engagées par l'exploitant afin de lever les écarts constatés lors de l'inspection précédente du 19 décembre 2024, dont certains ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIOPLAST FRANCE SAS

- ZI Sud 37130 Langeais
- Code AIOT : 0010000719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERIOPLAST fait partie d'un groupe italien. Après une année 2022 déficitaire, le site de Langeais a fait l'objet d'un plan social réduisant le personnel de 65-70 personnes (intérimaires compris selon les périodes) à 35 personnes aujourd'hui. Les activités ont par ailleurs été réorganisées conduisant à la migration des activités de soufflage sur d'autres sites du groupe et à la réduction du parc machines de 21 unités à 9 aujourd'hui. Le secteur production fonctionne en 3x8 5j/7. Aujourd'hui la production de l'établissement est de 56 millions de flacons par an, contre 160 millions environ précédemment.

L'établissement assure plus particulièrement le flaconnage plastique pour les secteurs cosmétique, pharmaceutique et alimentaire à partir de billes plastiques chauffées, agglomérées, puis soufflées ou extrudées.

L'établissement est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 15000 du 4 mai 1998 autorisant la société POLYFLEX (nouvellement SERIOPLAST) à exploiter une unité de fabrication de flacons en plastique sur la commune de LANGEAIS (37130). Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n° 17386 du 17 février 2004 et par l'arrêté préfectoral n° 18832 du 23 juillet 2010. Il est soumis à autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées n° 2661 relative à la transformation de polymères, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 18 tonnes par jour.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Modifications et classement des installations et activités | Code de l'environnement du 19/12/2024, article R.181-46 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 2 | Prévention des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 28 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | Plan | Arrêté Préfectoral | Avec suites, Mise en | Demande d'action | 2 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| | d'intervention | du 04/05/1998, article 59 | demeure, respect de prescription | corrective | |
| 4 | Moyens d'intervention en cas d'incendie | Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 55 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 5 | Dispositions pour combattre tout commencement d'incendie | Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 7 | Rejets atmosphériques canalisés | Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 9 | Liste des substances PFAS utilisées ou produites | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 6 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46 | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |
| 8 | Réduction des émissions de solvants | Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 11 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 10 | Transmission des résultats d'analyses PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III | Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits lors de cette inspection sont repris au sein des tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications et classement des installations et activités

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2024, article R.181-46 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modifications et classement des installations et activités |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 19/12/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suitessuite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescriptiondate d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025 |
| Prescription contrôlée : <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a indiqué lors de l'inspection du 27 juin 2022 que, consécutivement à la pandémie de covid19, la société a pris la décision de réorganiser l'ensemble de ses établissements pour mettre en place une plus grande proximité entre la production et le client final. Cette décision a induit notamment des transferts de machines entre sites du groupe, l'établissement de Langeais étant largement impacté. Sur les 27 machines initialement présentes, 9 machines hydrauliques ont d'abord été arrêtées, démantelées, et vendues. En parallèle, 3 nouvelles machines offrant un potentiel de production plus important, consommant moins d'énergie et produisant moins de déchets ont été achetées et implantées, portant le parc machine à 21. Les activités de sérigraphie, consommatrices de solvants, ont également été arrêtées.</p> <p>Consécutivement, lors de l'inspection du 19 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que le déficit observé lors de l'exercice 2022 a engendré un changement de stratégie conduisant en 2023 à un plan social (passage de 70 à 35 salariés) et la rationalisation des activités par le déménagement de l'essentiel des activités de soufflage sur un autre site du groupe, soit 2 machines. En parallèle, 10 petites machines ont été arrêtées, en cours de démantèlement avant évacuation comme déchets. Ces éléments portent le parc machine de l'établissement à 9 unités de production.</p> <p>Bien que l'exploitant ait fait valoir un devis du 2 décembre 2024 du bureau d'étude RDSI Environnement pour se faire accompagner dans la mise à jour et le classement des activités, aucune des informations relatives aux évolutions des activités de l'établissement n'a été portée à la connaissance du préfet. Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 4 mars 2025.</p> |

| |
|--|
| <p>Lors de cette nouvelle inspection et afin de répondre à la mise en demeure, l'exploitant a justifié de l'intervention du bureau d'étude RDSI courant mars 2025 afin d'établir le bilan des activités réellement exercées et le classement associé au regard de la nomenclature des installations classées. Il ressort de l'étude réalisée qu'aucune activité aujourd'hui au sein de l'établissement ne relève du régime de l'autorisation. Néanmoins, la rubrique ICPE n° 2661 visant la transformation de polymères relève du régime de l'enregistrement (> 10 tonnes/j) et la rubrique ICPE n° 2662 visant le stockage de polymères relève du régime de la déclaration (> à 1000 m3).</p> <p>Si le bilan des activités exercées au regard de la nomenclature des installations classées a été réalisé par l'exploitant, ce dernier n'a pas encore adressé au préfet le porter à connaissance correspondant. L'exploitant a précisé que cet envoi interviendrait courant septembre.</p> <p>=> L'exploitant n'a pas adressé au préfet le porté à la connaissance portant sur les modifications qui découlent des évolutions successives du parc machines et de l'arrêt de l'activité sérigraphie avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (classement des activités actualisé au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, gestion des rejets atmosphériques, prévention du risque incendie notamment). La mise en demeure est maintenue sur ce point.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 28</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau pluvial ou le milieu naturel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors des précédentes inspections il a été constaté :</p> |

- L'acquisition par l'exploitant d'un compresseur rechargeable dont la mise en oeuvre, associé aux boudins gonflables présents au niveau des 4 exutoires du site, permettent d'obturer le réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées. Néanmoins, le maintien en permanence de la charge du compresseur nécessitait d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours.
- L'acquisition par l'exploitant de boudins anti-inondation autogonflants au contact de fluides (atteignant une hauteur de 25 cm, stockés dans des armoires fermées situées au niveau de chaque portail), à disposer au niveau des seuils des portails d'accès au site en situation accidentelle, de sorte que soit constitué une capacité de rétention en mesure de retenir les eaux potentiellement polluées (volume de rétention calculé : 5211,5 m³).
- Le perçage des bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, afin d'évacuer les eaux pluviales non polluées pouvant s'accumuler en fonctionnement normal, associées à des bouchons à mettre en place en cas de situation accidentelle pour rendre le dispositif étanche. Ce dispositif nécessitait d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé (la présence d'un stockage de palette s'avérait gênant le jour de l'inspection).
- L'existence de surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulations constituant normalement rétention en situation accidentelle, sans être associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif. Au regard des pentes en présence, l'exploitant devait justifier de l'absence de nécessité de renforcer le dispositif de rétention des eaux potentiellement polluées pour le rendre totalement étanche.

Lors de cette nouvelle inspection :

- L'exploitant a justifié de la réalisation d'opérations de maintenance préventive du compresseur tous les deux mois, notamment en vérifiant le bon fonctionnement de l'équipement tout en s'assurant de sa disponibilité en cas de besoin. La dernière vérification a été réalisée en décembre 2024. Une fiche réflexe sur la mise en oeuvre de cet équipement a été rédigée et jointe au plan d'intervention. Néanmoins, ce document doit être complété par les opérations de maintenance préventive à réaliser tous les deux mois.
- Il a été constaté que les bouchons associés aux bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, permettant de contribuer au confinement des eaux d'extinction d'incendie, sont en place. L'exploitant a indiqué faire retirer ces bouchons ponctuellement en cas de pluviométrie importante. En revanche, ce dispositif n'a pas été pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé comme demandé (aucun stockage gênant la manipulation de ces équipements n'était présents ce jour).
- Les surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulations constituant normalement rétention en situation accidentelle, sont dorénavant associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif.

L'exploitant a indiqué que ces éléments seront définitivement pris en compte par la finalisation des fiches réflexes courant juillet 2025.

=> La fiche réflexe sur la mise en oeuvre du compresseur jointe au plan d'intervention n'intègre pas les opérations de maintenance préventive à réaliser tous les deux mois.

=> La fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours concernant la mise en place de

| |
|--|
| bouchons associés aux bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, permettant de contribuer au confinement des eaux d'extinction d'incendie, de même que l'affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons de sorte que l'espace soit constamment dégagé, ne sont pas réalisés. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Plan d'intervention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 59 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025 |
| Prescription contrôlée : Un plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera élaboré, et si cela s'avère nécessaire, en liaison avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours. Ce plan pourra, sur sa demande, être communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées. Il précisera notamment : <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation de l'établissement en cas de sinistre, - la composition des équipes d'intervention, - les modes de transmission et d'alerte, - les personnes à prévenir en cas de sinistre. Ce plan, ou consigne générale, sera complété par des instructions particulières relatives aux divers ateliers. |
| Constats : Lors de la précédente inspection du 27/01/202, il a été constaté que : Le plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie n'est pas finalisé et ne vise notamment pas la coupure des arrivées de gaz. |

Le panneautage associé aux deux arrivées de gaz n'est pas suffisamment clair et explicite, indiquant notamment à chaque arrivée de gaz l'existence de l'autre arrivée de gaz et sa localisation.

Le jour de cette nouvelle inspection, l'exploitant a présenté le plan d'intervention et de secours établi en mars 2022 comportant une première partie sur les dispositions globales à mettre en oeuvre en cas de situation accidentelle, et une seconde partie de fiches réflexes correspondant à des situations et à la mise en oeuvre de dispositifs spécifiques.

Le plan d'intervention et de secours n'a été que partiellement complété, n'intégrant notamment pas :

- les fiches réflexes ou partie de fiches réflexe correspondant aux opérations de maintenance préventive associée au compresseur permettant la mise en oeuvre des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées, ainsi qu'à la mise en oeuvre des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation ;
- la présence de deux arrivées de gaz (citerne et réseau de ville) et les opérations de coupure à réaliser en cas d'incendie, tout en y associant un affichage spécifique signalant leur existence et leur localisation.

L'exploitant a néanmoins indiqué s'être rapproché de la société HERVE THERMIQUE afin d'étudier la possibilité de supprimer l'une des deux arrivées de gaz, notamment celle associée à la citerne, de façon à limiter le risque non négligeable lié à ces installations, en cas d'incendie, pour l'intervention des pompiers et s'est engagé à mettre à jour le plan d'intervention et à intégrer les fiches réflexes complétées courant juillet 2025. Pour rappel, ce point a fait l'objet d'une mise en demeure du 4 mars 2025.

=> Le plan d'intervention et de secours n'intègre pas les fiches réflexes ou partie de fiches réflexe correspondant aux opérations de maintenance préventive associée au compresseur permettant la mise en oeuvre des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées, ainsi qu'à la mise en oeuvre des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation.

=> Le plan d'intervention et de secours n'intègre pas la présence de deux arrivées de gaz (citerne et réseau de ville) et les opérations de coupure à réaliser en cas d'incendie, tout en y associant un affichage spécifique signalant leur existence et leur localisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés et en nombre suffisant pour les risques dus aux produits contenant des liquides inflammables, au matériel électrique ou autre, répartis dans les divers emplacements :

- robinets d'incendie armés assurant une pression en bout de lance suffisante et implantés selon les critères de danger définis par l'exploitant ;
- des poteaux d'incendie normalisés implantés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- des extincteurs en nombre suffisant pour les risques encourus.

Tous ces matériels d'incendie seront périodiquement vérifiés et maintenus en bon état.

Constats :

Lors de la précédente inspection du 19 décembre 2024, l'établissement bénéficiait :

- de 125 extincteurs régulièrement répartis au sein de l'établissement. Lors de la dernière vérification réalisée par la société CHUBB le 11 avril 2024, 5 de ces équipements se sont avérés inutilisables. Un devis de la société CHUBB en vue de la mise à niveau du parc d'extincteurs a été accepté par la société SERIOPLAST pour une intervention à suivre courant 2025.

- de 15 RIA régulièrement répartis au sein de l'établissement. Lors de la dernière vérification réalisée par la société CHUBB le 11 avril 2024, l'ensemble de ces équipements s'est avéré en état de fonctionner mais 6 d'entre eux nécessitaient malgré tout d'être réhabilités. Ces travaux de mise à niveau ont également fait l'objet d'un devis de la société CHUBB accepté par la société SERIOPLAST en vue d'une intervention courant 2025.

Après avoir pris l'attache du SDIS courant 2016 pour définir précisément les actions à engager pour bénéficier d'une défense incendie appropriée au regard du scénario d'incendie le plus défavorable, il a été identifié :

- la nécessité de mettre en place un mur coup-feu de degré deux heures entre l'atelier de production et l'entrepôt de stockage des matières premières et des produits finis, de façon à limiter les besoins en eau à 480 m³/h pendant deux heures, soit 960 m³.

- les trois poteaux incendie présents à moins de 200 m de l'établissement permettant de délivrer un débit simultané de 305 m³/h pendant deux heures, soit 610 m³, le déficit en eau d'extinction de l'établissement se monte à 350 m³.

Au vu des éléments d'information ci-dessus, l'exploitant a réalisé les actions suivantes :

- un mur coupe-feu de degré deux heures a été implanté entre l'atelier de production et l'entrepôt de stockage des matières premières et des produits finis comportant trois portes coupe-feu asservies à l'alarme incendie. Ces travaux ont été réalisés courant 2017.

- la réserve d'eau de 412 m³ désaffectée associée précédemment au système de sprinklage a été réhabilitée pour pallier le déficit d'eau pour l'extinction d'incendie de 350 m³ (960 m³ attendus au total). Ces travaux ont été réalisés, avec aménagement d'un trop plein à 2 mètres de hauteur et d'un accès pompiers spécifique. La réserve d'eau a par ailleurs été réceptionnée par le SDIS le 25

| |
|---|
| <p>janvier 2021.</p> <p>Lors de cette nouvelle inspection, l'exploitant a justifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la vérification des extincteurs et des actions réalisées par la la société CHUBB pour la mise à niveau du parc extincteur (11 avril et 11 juin 2025). 49 appareils ont notamment été remplacés, 94 autres vérifiés ou ajoutés, portant le parc à 144 équipements en état de fonctionner. - de la vérification des RIA et des actions réalisées par la société CHUBB (11 juin 2025). 4 équipements ont notamment été remplacés, 9 étant en bon état, 1 comportant un diffuseur endommagé, et 1 dernier n'ayant pas permis la prise de pression. L'exploitant reste dans l'attente du retour de CHUBB concernant les deux derniers équipements évoqués et les actions à engager. Tous sont néanmoins fonctionnels. <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué récupérer les éléments d'information concernant le débit simultané des bornes incendies situées à proximité de l'établissement fin juin 2025. Ils seront communiqués consécutivement à l'inspection.</p> <p>=> L'exploitant doit confirmer le débit simultané effectif des trois bornes incendie situées à proximité de l'établissement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 5 : Dispositions pour combattre tout commencement d'incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie et trappes de désenfumage</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'établissement SERIOPLAST est équipé d'un système d'alarme incendie par capteur de fumées. Ce dispositif est entretenu par la société CEMIS. La dernière vérification a été réalisée le 30 août 2024.</p> |

L'établissement est également équipé de 63 trappes de désenfumage. Néanmoins, consécutivement à la vérification du 11 avril 2024 de la société CHUBB, 42 trappes se sont avérées fonctionnelles, 21 n'étant pas en état de fonctionner, ces dernières correspondant à l'ancienne zone de production. Cet écart a fait l'objet d'une mise en demeure du 4 mars 2025.

L'exploitant a fait valoir que le toit de cette partie de l'établissement était amianté et que les opérations de désamiantage et de mise à niveau des trappes de désenfumages se montaient à environ 15 millions d'euros. L'établissement de Langeais, seul, n'est pas en mesure d'absorber cet investissement, le recours à un financement groupe s'en trouvant nécessaire.

L'exploitant a indiqué que le projet de réhabilitation toit/trappes de désenfumage ferait l'objet d'un devis précis remis courant juillet pour une réalisation des travaux correspondant à échéance d'octobre 2025.

=> Les trappes de désenfumage de l'établissement ne sont pas correctement entretenues et nécessitent l'engagement de travaux de réhabilitation. La mise en demeure n'est pas levée sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025

Prescription contrôlée :

L'installation électrique sera faite selon les règles de l'art et sera entretenue en bon état. Elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Constats :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par le Bureau Véritas le 21 juin 2024. Le certificat Q18 établi à cette occasion conclut à l'existence de 13 anomalies générant un risque d'incendie. Cet écart a fait l'objet d'une mise en demeure du 4 mars 2025.

| |
|---|
| <p>L'exploitant a consécutivement diligenté l'intervention des sociétés EIFFAGE et CATEK, permettant de lever respectivement 4 et 9 des anomalies constatées générant un risque d'incendie. La totalité des 13 anomalies a donc fait l'objet d'actions correctives. Les justificatifs correspondants ont été présentés par l'exploitant. La prochaine vérification périodique doit intervenir le 23 juin 2025 selon l'exploitant.</p> <p>=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection. Le point correspondant de la mise en demeure en cours est levé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Rejets atmosphériques canalisés

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques canalisés</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions de gaz, vapeurs, fumées et poussières provenant d'installations quelconques ne devront pas entraîner dans les zones environnantes des teneurs en substances polluantes supérieures aux valeurs limites admissibles pour la protection de la santé publique et de l'environnement. Les valeurs limites d'émission, ramenées à ces conditions normales de température (0°C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sont les suivantes (sauf cas particuliers définis par ailleurs dans le présent arrêté) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre): 300mg/Nm3 - oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote): 500mg/Nm3 - composés organiques (exprimés en méthane): 150mg/Nm3 - poussières totales : 100mg/Nm3 |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que 3 machines capotées génèrent des rejets canalisés et que ces installations, de même que les deux chaudières de l'établissement (respectivement 400 KW et 1390 KW), feraient l'objet d'une campagne de mesures prévue au 1er trimestre 2025 (intervention BUREAU VERITAS).</p> <p>Bien que le devis ait été validé le 20 mars 2025, le BUREAU VERITAS n'a toujours pas fait de propositions de dates d'intervention, et ce malgré une relance de l'exploitant. Sans réponse rapide du BUREAU VERITAS, l'exploitant a indiqué envisager de changer de prestataire pour cette intervention.</p> <p>=> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des valeurs limites réglementaires de rejets atmosphériques pour les oxydes de soufre, oxydes d'azote, composés organiques (exprimés en méthane), poussières totales.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : Réduction des émissions de solvants

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions de solvants |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 14/01/2025 |
| Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour limiter l'émission de solvants à l'atmosphère, notamment par une réduction de la consommation à la source. |
| Constats : Les activités de sérigraphie, principales consommatrices de solvants, ont été arrêtées en 2021. L'exploitant a par ailleurs identifier les quantités de solvants, de nettoyage notamment, utilisées par ailleurs. Ces dernières se montent à environ 10 litres par an, n'engendrant ni classement au titre de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ni obligation de constituer un plan de gestion de solvants. => Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Liste des substances PFAS utilisées ou produites

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFAS utilisées ou produites |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 14/01/2025 |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les produits utilisés au sein de l'établissement font actuellement l'objet d'investigations au travers des fiches de données de sécurité correspondantes, aide des prestataires à l'appui, afin d'identifier la présence ou non de PFAS au sein de leur composition. L'exploitant a déclaré que seuls les produits exempts de PFAS sont utilisés au sein de l'établissement dorénavant, ceux restés sans réponse ou en cours d'investigations étant écartés du process de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a également précisé que les produits utilisés par le passé engendraient des investigations laissées souvent sans réponse par manque d'information disponible et absence de réponse des prestataires concernés.</p> <p>=> La liste des produits utilisés jusque-là contenant ou susceptibles de contenir des PFAS n'est pas établie de manière exhaustive.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 10 : Transmission des résultats d'analyses PFAS

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats d'analyses PFAS</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser par le BUREAU VERITAS, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, 3 campagnes d'analyses, respectivement le 5 août 2024, le 5 septembre 2024 et le 3 octobre 2024 en vue d'identifier la présence de PFAS au sein des rejets aqueux de l'établissement. Ces analyses ont été sous-traitées par le BUREAU VERITAS au laboratoire AGROLAB.

Aucun PFAS n'a été détecté en concentration significative.

Ces résultats sont dorénavant enregistrés sur le site dédié GIDAF du ministère.

Le point correspondant de la mise en demeure du 4 mars 2025 a donc été pris en compte.

=> Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite